

**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

**ARRONDISSEMENT
DE ST JULIEN-EN-
GENEVOIS**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
ANNEMASSE – LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA – 74100 ANNEMASSE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

OBJET :

Séance du : 3 mars 2020

**CONVENTION A
INTERVENIR AVEC
L'ASSOCIATION**

Convocation du : Mardi 25 février 2020

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 17

PLS.ADIL 74 POUR LA **Président de séance : Christian DUPESSEY**

**MISSION
D'INFORMATION ET
DE CONSEIL EN
MATIERE DE
LOGEMENT POUR
L'ANNEE 2020**

Secrétaire de séance : Antoine BLOUIN

Membres présents :

Guillaume MATHELIER, Christian DUPESSEY, Christian AEBISCHER, Michel BOUCHER, Yves CHEMINAL, Nicole CATASSO, Bernard BOCCARD, Alain BOSSON, Jean-Paul BOSLAND, Antoine BLOUIN, Denis MAIRE, Jean-Luc SOULAT, Gabriel DOUBLET, Jean-Claude LAMBERT, Nadine JACQUIER, Alain LETESSIER

N° BC_2020_0076

Excusés :

Jacques BOUVARD

La Maison de l'Habitat a ouvert ses portes au mois de juin 2018. Les citoyens disposent ainsi en un même lieu d'une information concernant les prestations ou services issus de la politique d'agglomération en matière d'habitat : Le service d'accueil des demandeurs de logement social constitue aujourd'hui la principale entrée de la Maison de l'Habitat. L'offre se complète de permanences PLS.ADIL 74 (Pour le logement savoyard – Association départementale d'information logement 74) et de permanences « Regenero ». Enfin une information peut être apportée sur les dispositifs « Chaud dedans », « logement abordable », la « Cellule habitat indigne » ou encore sur des projets accompagnés par la collectivité comme l'habitat coopératif. Le développement d'une offre de services complémentaires utiles aux habitants dans leurs démarches vers le logement est actuellement étudié par les services, ce qui amènera sans doute à solliciter d'avantage l'association pour l'organisation de conférences et ateliers.

Pour rappel, Annemasse Agglo travaille avec l'association depuis la création de son service habitat.

Dans ce cadre, il convient d'établir une nouvelle convention avec PLS.ADIL 74 pour l'année 2020 afin que l'association continue d'informer gratuitement et d'apporter aux particuliers, en toute objectivité, des renseignements d'ordre juridique, financier et fiscal en matière d'habitat et de logement.

Cette convention précise les conditions de la mission confiée à PLS.ADIL 74, notamment :

- Tenir une permanence au sein de la Maison de l'Habitat (deux matinées par mois),
- Répondre et diffuser régulièrement des informations sur « l'actualité juridique » du logement et de l'habitat auprès du service compétent,
- Participer à la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs de Logement Social.

La subvention de fonctionnement pour l'année 2018 était de : 1 363,98 € (uniquement au titre du second semestre 2018 à l'ouverture de la Maison de l'Habitat au 1^{er} juillet 2018).

La subvention de fonctionnement pour l'année 2019 était de : 2 721,00 €

La subvention de fonctionnement pour l'année 2020 d'Annemasse Agglo est calculée en fonction de la population totale légale en vigueur au 1er janvier 2020 (91 328 habitants), sur la base de 3 centimes d'euros/habitant pour l'année 2020.

Elle s'établit ainsi à la somme de 2 740 €, au titre de l'année 2020.

Le Bureau Communautaire, entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré :
A l'unanimité,

DECIDE :

D'APPROUVER le projet de convention à intervenir avec l'association PLS.ADIL74,

D'AUTORISER le président ou son représentant à la signer ainsi que toutes les pièces permettant sa mise en œuvre.

DE DIRE que les crédits sont prévus au budget principal 2020, antenne OSO62, nature 6574 (subvention de fonctionnement donnée aux associations), gestionnaire PLH.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la délibération ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.